

ACCORD

Entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement
de la République de Guinée relatif à la promotion et à la protection
réciproques des investissements

-5-

Le Gouvernement de la République Tunisienne
d'une part,

ET

Le Gouvernement de la République de Guinée
d'autre part,

- Désireux de renforcer leurs relations économiques et
d'intensifier la coopération entre les deux pays en vue de favoriser leur
développement;

- Convaincus qu'une protection réciproque des
investissements en vertu d'un accord bilatéral est susceptible de
stimuler l'initiative économique privée et d'accroître la prospérité des
deux pays ;

- Conscients de la nécessité d'accorder un traitement juste
et équitable aux investissements des ressortissants de l'une des Parties
Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1.-

Définitions

Au sens du présent Accord :



- (a) Par "Parties Contractantes", on entend le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement de la République de Guinée.
- (b) Par "investissements" on entend les avoirs de toute nature constitués ou reconnus dans le pays hôte en conformité avec ses lois et règlements, notamment et sans que l'énumération ci-après ne soit limitative :
- (i) Les biens meubles et immeubles et tout autre droit de propriété, ainsi que toute sûreté s'y rattachant tels que les hypothèques, privilèges et gages ;
 - (ii) Les valeurs, actions, parts et obligations de sociétés
 - (iii) Les créances ainsi que toute prestation à titre onéreux découlant d'un contrat ;
 - (iv) Les droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle et les procédés techniques ,
 - (v) Les éléments corporels et incorporels de fonds de commerce;
 - (vi) Les concessions commerciales conférées par la loi ou par contrat, y compris les concessions pour la recherche, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles les conférant à leur bénéficiaire une position légale de quelque durée.
- (c) Par "revenus", on entend les produits résultant d'un investissement et notamment, tous bénéfices, profits, intérêts, dividendes ou redevances sans que cette énumération ne soit limitative.
- (d) Par "ressortissants", on entend :
- (i) en ce qui concerne la République Tunisienne, les personnes physiques de nationalité tunisienne ainsi que toute personne morale constituée conformément à ses lois et règlements en vigueur et dans laquelle les intérêts tunisiens sont substantiels.

(ii) en ce qui concerne la République de Guinée, les personnes physiques de nationalité guinéenne ainsi que toute personne morale constituée conformément à ses lois et règlements en vigueur et dans laquelle les intérêts guinéens sont substantiels.

(e) Par "territoire", on entend :

(i) en ce qui concerne la République Tunisienne, le territoire de la République Tunisienne.

(ii) en ce qui concerne la République de Guinée, le territoire de la République de Guinée

ARTICLE 2.-

Promotion et protection des investissements.

(1) Chacune des Parties Contractantes encouragera les ressortissants de l'autre Partie Contractante à investir des capitaux sur son territoire, notamment en créant les conditions favorables à la réalisation des investissements, à l'entrée desdits capitaux, conformément à sa législation.

(2) Les investissements de l'une des Parties contractantes effectués dans les conditions fixées par la législation nationale du pays d'accueil bénéficieront d'un traitement juste et équitable.

ARTICLE 3.-

Traitement national et clause de la nation la plus favorisée

(1) Aucune des Parties Contractantes n'assujettira, sur son territoire, les investissements ou revenus des ressortissants de l'autre Partie Contractante à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements ou revenus de ses propres ressortissants ou aux investissements ou revenus des ressortissants de tout Etat tiers.

(2) , Aucune des Parties Contractantes n'assujettira, sur son territoire, les ressortissants de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est de la gestion, l'utilisation, la jouissance ou la cession de leurs investissements, à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres ressortissants ou aux ressortissants de tout Etat tiers.

ARTICLE 4.-

Indemnisation

Pour les ressortissants d'une Partie Contractante dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie Contractante subissent des dommages pour cause de guerre ou autres conflits armés, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, émeute ou effet similaire se produisant sur le territoire de cette autre Partie Contractante, le traitement accordé par cette dernière, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation, ou tout autre forme de règlement, ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres ressortissants ou aux ressortissants de tout Etat tiers.

ARTICLE 5. -

Expropriation

(1) Les investissements des ressortissants de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante ne seront ni nationalisés, ni expropriés ou assujettis à aucune autre mesure ayant un effet similaire, à moins que les conditions suivantes ne soient remplies :

- a) les mesures sont prises dans l'intérêt général et dans les formes requises par la loi ;



- b) les mesures ne sont pas discriminatoires et
- c) les mesures sont accompagnées par le paiement prompt, adéquat et effectif d'une indemnité qui sera librement transférable entre les territoires des Parties Contractantes.

(2) Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent également aux revenus provenant d'un investissement

ARTICLE 6.-

Rapatriement des investissements et des revenus

(1) Sous réserve de ses lois et règlements, chacune des Parties Contractantes devra permettre sans délai le transfert dans toute monnaie convertible

- a) des bénéfices nets, dividendes, redevances, honoraires d'assistance et de service technique, intérêts et tous autres revenus courants afférents aux investissements des ressortissants de l'autre Partie Contractante
- b) du produit de la liquidation totale ou partielle d'un investissement effectué par des ressortissants de l'autre Partie Contractante.
- c) des remboursements d'emprunts contractés par des ressortissants de l'une des Parties Contractantes auprès de ressortissants de l'autre Partie Contractante
- d) des rémunérations des ressortissants de l'autre Partie Contractante qui sont autorisés à travailler sur son territoire en rapport avec un investissement.

- (2) Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder aux transferts visés au paragraphe (1) du présent article un traitement non moins favorable que celui accordé aux transferts émanant d'investissements effectués par des ressortissants de tout Etat tiers.

ARTICLE 7.-

Dérogation

Nonobstant les dispositions de l'article 3 du présent Accord, une Partie Contractante ayant conclu avec un ou plusieurs autres Etats un traité relatif à la constitution d'une union douanière ou d'une zone de libre échange ou tout autre traité établissant une coopération économique et/ou monétaire sera libre d'accorder un traitement plus favorable aux investissements de l'Etat ou des Etats qui sont également Parties audit traité ou à des ressortissants de certains de ces Etats. Une Partie Contractante sera également libre d'accorder un traitement plus favorable aux investissements réalisés par des ressortissants d'autres Etats, si un tel traitement est prévu par des Accords bilatéraux conclus avec ces Etats.

Article 8 :

Règlement des différends opposant une Partie Contractante et un ressortissant de l'autre Partie Contractante.

1/ Dans le cas où un différend relatif à un investissement survient entre une Partie Contractante et un ressortissant de l'autre Partie Contractante sur le territoire de cette Partie, les Parties au différend s'emploient d'abord à régler le litige par la consultation ou la négociation.

2/ Si dans un délai de trois mois à partir de la date d'introduction de la demande concernant la consultation ou la négociation, le différend n'a pu être réglé conformément aux dispositions du paragraphe précédent, chacune des Parties Contractantes accepte de soumettre ledit différend au Centre International pour le règlement des Différends Relatifs aux Investissements conformément à la Convention pour Règlement des Différends Relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 Mars 1965.

Article 9 :

Différends entre les Parties Contractantes

1/ Les différends entre les Parties Contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sont, dans la mesure du possible réglés par la voie diplomatique.

2/ Lorsqu'un différend entre les Parties Contractantes ne peut être réglé par cette voie, il est soumis, à la requête de l'une des Parties Contractantes, à un tribunal arbitral.

3/ Le tribunal arbitral est constitué, dans chaque cas d'espèce, de la manière suivante :

- Dans les deux mois de la réception d'une requête d'arbitrage, chaque Partie Contractante nomme un membre du tribunal
- Ces deux membres choisissent alors un ressortissant d'un Etat tiers qui, avec l'accord des deux Parties Contractantes, est nommé Président du tribunal.
- Le Président est nommé dans les deux mois qui suivent la date de nomination des deux membres.

4/ Si, dans les délais spécifiés au paragraphe (3) du présent article, les nominations nécessaires n'ont pas été faites, l'une ou l'autre des Parties Contractantes peut, en l'absence de tout autre accord, inviter le président de la Cour Internationale de Justice à faire les nominations nécessaires. Si le Président est ressortissant de l'une des Parties Contractantes ou s'il est empêché pour quelque raison que ce soit de remplir les dites fonctions, le Vice-Président est invité à faire les nominations nécessaires. Si le Vice-Président est ressortissant de l'une des Parties Contractantes ou s'il est également empêché de remplir les dites fonctions, le membre de la Cour Internationale de Justice suivant immédiatement de l'ordre hiérarchique et qui n'est pas ressortissant de l'une des Parties Contractantes est invité à faire les nominations nécessaires.

5/ Le tribunal arbitral décide à la majorité des voix. La décision est obligatoire pour les deux Parties Contractantes. Chaque Partie Contractante supporte les frais afférents à son propre membre du tribunal et à sa représentation au cours de la procédure arbitrale ; les frais afférents au Président et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties Contractantes.

Il est cependant loisible au tribunal d'ordonner, dans sa décision, qu'une plus grande proportion des frais soit supportée par l'une des deux Parties Contractantes, et cette sentence est obligatoire pour les deux Parties Contractantes. Le tribunal règle lui-même sa procédure.



Article 10 :

Subrogation

Si une Partie Contractante, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante, effectue des versements à ses propres ressortissants, l'autre Partie Contractante, sans préjudice des droits de la première Partie Contractante découlant de l'article 9, reconnaîtra la transmission par l'effet de la loi ou d'un contrat, de tous les droits et revendications de ces ressortissants à la première Partie Contractante ainsi que la subrogation en sa faveur de tous ces droits et revendications (droits transmis) que la première Partie Contractante sera autorisée à exercer dans la même mesure que son prédécesseur. En ce qui concerne le transfert des versements à effectuer à la Partie Contractante en question en vertu de la transmission des droits, les dispositions des articles 3 et 4 sont applicables mutatis mutandis.

Article 11 :

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des instruments de ratification.

Article 12 :

Durée, amendement et dénonciation

1/ Le présent Accord demeure en vigueur pendant une période de dix ans et continue de l'être à moins qu'il ne soit dénoncé conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent Article.



2/ Chaque Partie Contractante pourra soumettre à l'autre Partie Contractante par écrit et par voie diplomatique, des projets d'amendement au présent Accord. Tout amendement sur lequel les deux Parties se seront entendues, fera l'objet d'un avenant qui entrera en vigueur selon les modalités prévues à l'article 11 ci-dessus. Cet avenant fera partie intégrante du présent Accord.

3/ L'une ou l'autre des Parties Contractantes peut, en donnant préavis écrit d'un an à l'autre Partie Contractante, dénoncer le présent Accord à la fin des dix années initiales.

4/ En ce qui concerne les investissements effectués ou acquis avant la date de dénonciation du présent Accord et auxquels le présent Accord s'applique par ailleurs, les dispositions de tous les autres articles du présent Accord continuent de s'appliquer pendant une période supplémentaire de dix ans après la date de dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord.

Fait en double exemplaire originaux, à Tunis le 28 Novembre 1990, en langues Arabe et Française, les deux textes faisant également foi.

**Pour le Gouvernement de
la République Tunisienne**


Le Ministre de l'économie
et des Finances

**Pour le Gouvernement de
la République de Guinée**



اتفاق بين حكومة الجمهورية التونسية
وحكومة جمهورية غينيا للتشجيع والحماية
المتبادلتين للاستثمارات

ان حكومة الجمهورية التونسية من جهة،
وحكومة جمهورية غينيا من جهة اخرى،

- رغبة منهما في توثيق العلاقات الاقتصادية وتكثيف التعاون بين البلدين
تدعما للتنمية في البلدين.

- وافتناعا منهما بان حماية متبادلة للاستثمارات بمقتضى اتفاق ثنائي
من شأنه دفع المبادرات الاقتصادية الخاصة ودعم ازدهار البلدين.

- وشعورا منهما بضرورة منح رعايا كل من الطرفين المتعاقدين معاملة
عادلة ومنصفة بالنسبة لاستثماراتها بتراب الطرف المتعاقد الاخر.

اتفقتا على الاحكام التالية :

المادة 1 : تعاريف

حسب مفهوم هذا الاتفاق تطلق عبارة :

أ- "طرفان متعاقدان" على حكومة الجمهورية التونسية وحكومة
جمهورية غينيا.

ب - "الاستثمارات" على جميع اصناف المكاسب التي تكونت او
المعترف بها في البلد المضيف وفقا للقوانين والتراتيب المعمول بها في هذا البلد.
وتشمل "الاستثمارات" خاصة وبدون حصر :

- 1) الاملاك المنقولة والعقارات وكل حق ملكية اخر وكذلك الضمانات المتعلقة بها كالرهون العقارية والامتيازات والرهون الاخرى.
- 2) قيم واسهم وحصص وسندات الشركات.
- 3) الديون وكذلك كل خدمة بمقابل ناتجة عن عقد.
- 4) حقوق التأليف وحقوق الملكية الفكرية والمهارات الفنية.
- 5) العناصر المادية وغير المادية المتعلقة باصول تجارية.
- 6) حقوق الامتياز التجارية الممنوحة بموجب قانون او عقد بما في ذلك الحقوق المتعلقة باستخراج واستغلال والبحث عن الموارد الطبيعية والتي تعطى للمستفيدين بها صيغة قانونية لمدة معينة.

ب - "العائدات" على المبالغ المتولدة عن استثمار وخاصة وبدون حصر كل المزايع والفوائد والمزايع الموزعة على الاسهم والاتاوات.

ج - "الرعايا"

1) بالنسبة للجمهورية التونسية على الذوات الطبيعية الحاملة للجنسية التونسية وكذلك كل ذات معنوية يتم تكوينها وفقا لقوانينها وتراتبها الجاري بها العمل وتكون فيها المصالح التونسية راجحة.

2) بالنسبة لجمهورية عينيا على الذوات الطبيعية الحاملة للجنسية العينية وكذلك كل ذات معنوية تم تكوينها وفقا لقوانينها وتراتبها الجاري بها العمل وتكون فيها المصالح العينية راجحة.

د - "تراب"

- 1) بالنسبة للجمهورية التونسية على تراب الجمهورية التونسية
- 2) بالنسبة لجمهورية عينيا على تراب جمهورية عينيا

الفصل 2 : تشجيع وحماية الاستثمارات

1) يشجع كل من الطرفين المتعاقدين رعايا الطرف المتعاقد الاخر على استثمار رؤوس الاموال بترابه وخاصة بتوفير الظروف الملائمة لانجاز هذه الاستثمارات ودخول رؤوس الاموال المذكورة وذلك مع مراعاة تشريعه.

2) تتمتع استثمارات كل من الطرفين المتعاقدين التي يتم تحقيقها طبقا للشروط التي يضبطها التشريع القومي للبلد المضيف بمعاملة عادلة ومنصفة.

الفصل 3 : المعاملة القومية وحكم الدولة الاكثر رعاية

(1) لا يخضع كل من الطرفين المتعاقدين بترايه استثمارات او عائدات
رعايا الطرف المتعاقد الاخر الي معاملة لا تقل امتيازاً عن المعاملة الممنوحة
لاستثمارات وعائدات رعاياه او رعايا اي دولة اخرى.

(2) لا يخضع كل من الطرفين المتعاقدين بترايه رعايا الطرف المتعاقد الاخر
الي معاملة اقل امتيازاً عن المعاملة الممنوحة لرعاياه او لرعايا اي دولة اخرى فيما
يتعلق بتصرف هؤلاء الرعايا في استثماراتهم واستعمالها والانتفاع بها واحالتها.

الفصل 4 : تعويض الخسائر

في صورة تعرض استثمارات رعايا احد الطرفين المتعاقدين علي تراب
الطرف المتعاقد الاخر الي خسائر نتيجة حرب او نزاعات مسلحة اخرى او ثورة او
حالة طوارئ قومية او اضطرابات اهلية او فتنة او حالة شبيهة تحدث علي تراب هذا
الاخير يمنع هذا الطرف اولئك الرعايا معاملة لا تقل امتيازاً عن المعاملة الممنوحة
لرعاياه او لرعايا اي دولة اخرى فيما يتعلق بالترجيع وحبر الضرر والتعويض او اي
صورة اخرى من صور التسوية.

الفصل 5 : الانتزاع

(1) لا يمكن تأميم او انتزاع استثمارات رعايا اي من الطرفين المتعاقدين ولا
يمكن اخضاع هذه الاستثمارات الي اي اجراء له نتيجة مشابهة علي تراب الطرف
المتعاقد الاخر الا اذا توفرت الشروط التالية :

أ- يقع اتخاذ تلك الاجراءات لفائدة المصلحة العامة وطبقاً للصيغ التي
ينص عليها القانون.

ب- تتخذ الاجراءات المذكورة بدون تمييز

ج- يتم مرافقة تلك الاجراءات بدفع تعويض عاجل وعادل وفعلي قابل
لان يحول بكل حرية بين ترابي الطرفين المتعاقدين وذلك طبقاً
لتراتبية الصرف المعمول بها في البلدين.

2) تطبيق احكام الفقرة الاولى من هذا الفصل كذلك على العائدات المتأية من استثمار.

الفصل 6 : تحويل الاستثمارات وعائدات الاستثمار

11) يجب على كل من الطرفين المتعاقدين وذلك مع مراعاة قوانينه وترايبه ان يمكن بدون تأخير وبواسطة اي عملة قابلة للتحويل من تحويل :

أ- المربيع الصافية والمربيع الموزعة على الاسهم والاتاوات والمكافآت بعنوان المساعدة والخدمات الفنية والفوائد وكل عائدات جارية اخرى ناتجة عن استثمارات رعايا الطرف المتعاقد الاخر.

ب - محصول التصفية الكاملة او الجزئية لاستثمار قامت به رعايا الطرف المتعاقد الاخر.

ج - تسديد القروض التي تحصل عليها رعاياه لدى رعايا الطرف المتعاقد الاخر.

د - اجور رعايا الطرف المتعاقد الاخر المرخص لها في العمل بترابه في اطار الاستثمار.

2) يلتزم كل من الطرفين المتعاقدين بمنح التحويلات المشار اليها في الفقرة الاولى من هذا الفصل معاملة لا تقل امتيازاً عن المعاملة الممنوحة للتحويلات الناتجة عن الاستثمارات التي تقوم بها رعايا اي دولة اخرى.

الفصل 7 : استثناء

دون مراعاة احكام الفصل 3 من هذا الاتفاق يتمتع الطرف المتعاقد الذي يبرم مع دولة او عدة دول اخرى معاهدة تتعلق باشاء اتحاد جمركي او منطقة تبادل حر او اي معاهدة اخرى تقيم تعاوناً اقتصادياً او نقدياً بحرية منح المعاملة الأكثر امتيازاً للاستثمارات التي تنجزها الدولة او الدول الطرف او الاطراف في المعاهدة المذكورة او للاستثمارات التي تقوم بها رعايا بعض هذه الدول كما يتمتع الطرف المتعاقد الذي يبرم اتفاقات ثنائية مع دول اخرى بحرية منح استثمارات رعايا هذه الدول معاملة أكثر امتيازاً اذا نصت تلك الاتفاقات الثنائية على مثل هذه المعاملة.

الفصل 8: تسوية الخلافات بين طرف متعاقد واحد رعايا الطرف المتعاقد الآخر

(1) في حالة حدوث خلاف يتعلق باستثمار بين طرف متعاقد واحد رعايا الطرف المتعاقد الآخر على تراب هذا الطرف الاخير، يبحث الطرفان في النزاع في الاول في تسوية الخلاف بواسطة التشاور او التفاوض.

(2) اذا تعذرت تسوية الخلاف في اجل مدته ثلاثة اشهر ابتداء من تاريخ تقديم الطلب المتعلق بالتشاور او التفاوض طبقا لاحكام الفقرة السابقة ، يقبل كل من الطرفين المتعاقدين عرض الخلاف المذكور على المركز الدولي لتسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات طبقا للاتفاقية الدولية الخاصة بتسوية الخلافات المتعلقة بالاستثمارات التي تنشأ بين الدول ورعايا دول اخرى والمعروضة للتوقيع بواشنطن بتاريخ 18 مارس 1965.

الفصل 9 : الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

(1) يقع بقدر الامكان تسوية الخلافات التي تنشأ بين الطرفين المتعاقدين والخاصة بتفسير او تطبيق هذا الاتفاق بالطرق الدبلوماسية.

(2) واذا تعذرت تسوية خلاف بتلك الطرق يتم عرضه بطلب من احد الطرفين المتعاقدين على هيئة تحكيم.

(3) تتكون هيئة التحكيم حسب كل حالة خاصة كما يلي :

- يعين كل من الطرفين المتعاقدين خلال شهرين ابتداء من تاريخ تسليم طلب التحكيم عضوا بالهيئة
- ويختار هذان العضوان عضوا ثالثا من رعايا دولة اخرى يقع تعيينه رئيسا للهيئة بعد موافقة الطرفين المتعاقدين عليه
ويتم تعيين رئيس الهيئة في بحر شهرين من تاريخ تسمية العضوين

(4) واذا لم يتم القيام بالتعيينات اللازمة خلال الاجال المبينة بالفقرة 3 من هذا الفصل وفي صورة اعدام اي اتفاق اخر يمكن لاي من الطرفين المتعاقدين دعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيينات اللازمة واذا كان نائب الرئيس من رعايا احد الطرفين المتعاقدين او تعذر عليه هو ايضا القيام بالمهام المذكورة يدعى عضو محكمة العدل الدولية الذي يليه مباشرة في الرتبة والذي لا يحمل جنسية احد الطرفين المتعاقدين للقيام بالتعيينات اللازمة.

5) تتخذ هيئة التحكيم قراراتها بأغلبية الاصوات ويعتبر قرار الهيئة ملزماً للطرفين المتعاقدين.

يتحمل كل طرف متعاقد المصاريف المتعلقة بالعضو الذي يعينه بهيئة التحكيم وكذلك المتعلقة بتمثيله خلال اجراءات التحكيم، ويتقاسم الطرفان المتعاقدان بالتساوي المصاريف المتعلقة بالرئيس والمصاريف الاخرى على انه يجوز للهيئة ان تقرر تحميل احد الطرفين القسط الاكبر من المصاريف ويكون هذا القرار ملزماً للطرفين.

تحدد هيئة التحكيم بنفسها الاجراءات الخاصة بها.

الفصل 10 : حلول الطرفين المتعاقدين محل رعاياهما

اذا قام احد الطرفين المتعاقدين بدفع اموال لفائدة رعاياه بموجب ضمان تم منحه بعنوان استثمار على تراب الطرف المتعاقد الاخر فان هذا الاخير يعترف للطرف الاول وذلك بمقتضى القانون او عقد ودون المساس بحقوق هذا الطرف المترتبة عن الفصل التاسع اعلاه بنقل كل حقوق ومطالبات رعاياه لفائدته كما يعترف الطرف المتعاقد الاخر للطرف الاول بحلولة محل رعاياه فيما يتعلق بكل هذه الحقوق والمطالبات (الحقوق المنقولة) التي يخول له استعمالها بنفس القدر المحول لرعاياه الذين حل محلهم ويطبق على تحويل الدفوعات الراجعة للطرف المتعاقد المعنى بالامر بموجب نقل الحقوق احكام الفصولين 3 و 4 من هذا الاتفاق.

الفصل 11 : دخول الاتفاق حيز التنفيذ

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ ابتداءً من تاريخ تبادل وثائق المصادقة.

الفصل 12 : المدة والتعديل و الالغاء

1) يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة عشر سنوات ويضل سارياً ما لم يتم الغاؤه طبقاً لاحكام الفقرة 3 من هذا الفصل.

2) يمكن لكل من الطرفين المتعاقدين ان يحيل الى الطرف المتعاقد الاخر كتابياً وبالطرق الدبلوماسية، مشاريع معدلة لهذا الاتفاق. كل تعديل يتم بالاتفاق عليه من قبل الطرفين يكون محل ملحق ويدخل حيز التنفيذ حسب الصيغ المنصوص عليها بالفصل 11 المشار اليه اعلاه ويكون هذا الملحق جزءاً لا يتجزأ من هذا الاتفاق.

3) يمكن لأي من الطرفين عن طريق تقديم إلى الطرف الآخر إشعار كتابي مسبق لمدة سنة واحدة إلغاء هذا الاتفاق اثر انتهاء فترة العشر سنوات الاولى.

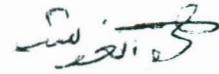
4) بالنسبة للاستثمارات المنجزة او التي تم اقتناؤها قبل تاريخ الغاء هذا الاتفاق والتي ينطبق عليها هذا الاخير، تبقى احكام الفصول الاخرى من الاتفاق سارية لمدة اضافية بعشر سنوات من تاريخ الالغاء.

حررت بتونس في 28 نوفمبر 1990 في نسختين اصليتين باللغتين العربية والفرنسية لكل منهما نفس قوة الاعتماد.

عن حكومة جمهورية غينيا



عن حكومة الجمهورية التونسية



وزير الاقتصاد والمالية